



Dépêche No. 102 | 27 juin 2016

Perception du secteur minier au Sénégal: Potentiellement bénéfique mais peu transparent

Dépêche No. 102, Afrobaromètre | Mohamadou Sall et Babaly Sall

Résumé

L'accès aux ressources minières et énergétiques offre un avantage comparatif important pour le développement socioéconomique. Plusieurs pays se sont installés durablement sur le sentier de la croissance économique en exploitant à bon escient les ressources de leurs sous-sol.

En revanche, l'exploitation des ressources minières et énergétiques est souvent associée à une instabilité politique (la malédiction des ressources); à un abandon des autres secteurs de production, agricoles notamment (syndrome hollandais); ou à une dégradation de l'environnement (la question des externalités environnementales négatives).

Le sous-sol du Sénégal renfermerait d'importants gisements de fer, d'or, de zircon, de phosphates, tout comme des ressources énergétiques pétrolières et gazières. Soucieux de tirer profit de ce potentiel par une gestion transparente et participative des ressources minières, le Sénégal s'est inscrit à l'initiative de Transparence dans les Industries Extractives (ITE).

Les Sénégalais ont une perception mitigée sur l'impact de l'industrie minière au Sénégal. En effet, les résultats de l'enquête d'Afrobaromètre au Sénégal indiquent que l'exploitation des mines et des ressources naturelles se fait sous le sceau de l'opacité, bien que les Sénégalais soient globalement plus enclins à percevoir l'industrie minière comme bénéfique au pays en terme de création d'emplois et de réduction de l'exode rural. Par ailleurs, des proportions importantes de la population considèrent que l'exploitation des mines dégrade l'environnement et profite aux sociétés minières étrangères. Toutefois, l'exploitation des mines et des ressources naturelles reste opaque et très peu connue des Sénégalais: Souvent plus de quatre citoyens sur 10 ne se sentent pas en mesure d'évaluer l'impact de l'industrie minière au Sénégal.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été conduites entre 1999 et 2013, et les résultats du Round 6 (2014/2015) sont actuellement en cours de publication. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Sénégal, dirigé par le Pr Babaly Sall, coordonnateur du Carrefour d'Etudes et de Recherches – Actions pour la Démocratie et le Développement (CERADD), a interviewé 1.200 adultes sénégalais entre le 22 novembre et le 7 décembre 2014. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un

niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Sénégal en 2002, 2005, 2008, et 2013.

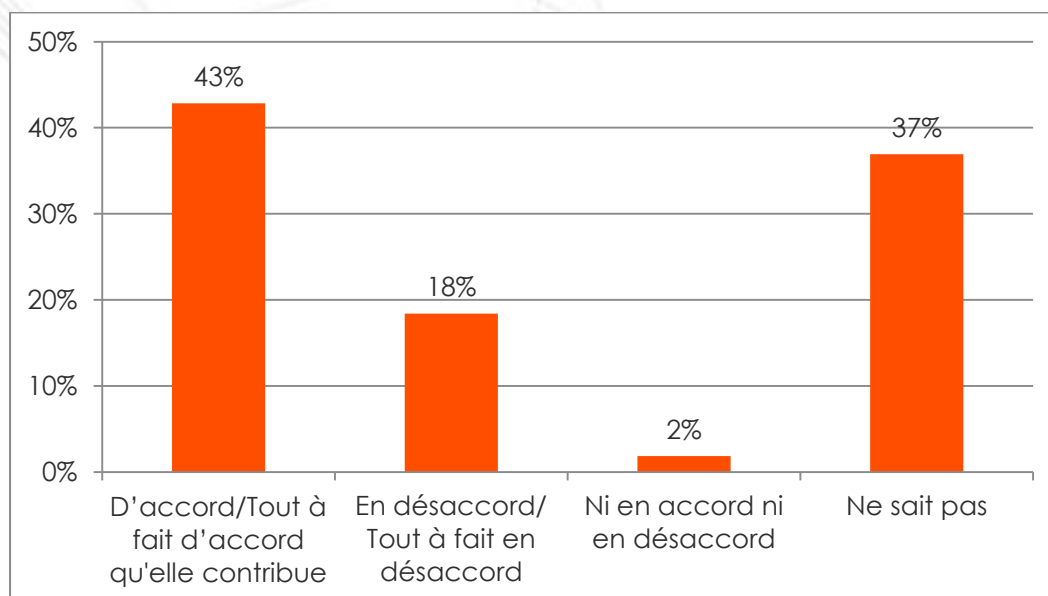
Résultats clés

- Une majorité relative de quatre Sénégalais sur 10 (43%) estiment que l'industrie minière permet de créer des emplois et contribue par conséquent au développement. Par contre, 18% des enquêtés estiment le contraire.
- Le tiers (35%) des enquêtés soutiennent que l'industrie minière contribue à réduire la propension à migrer vers les villes. A l'inverse, 21% des enquêtés estiment que cette industrie ne freine pas l'exode rural.
- Une proportion importante d'enquêtés (37%) affirment que l'industrie minière favorise la dégradation de l'environnement, contre seulement 11% qui nient une telle dégradation.
- Presque la moitié (47%) des Sénégalais pensent que l'extraction minière profite aux sociétés minières étrangères, contre 9% qui disent l'inverse.
- Seulement 9% des enquêtés (soit un sur 10) admettent que la gestion des ressources minières et naturelles s'opère de façon transparente, contre 35% qui trouvent un manque de transparence. Ce sentiment d'opacité est renforcé par le fait que la moitié (52%) des Sénégalais interrogés disent qu'ils ne savent pas si cette gestion est transparente ou non.

Création des emplois, développement local, et exode rural

Lorsqu'on a interrogé les Sénégalais sur la contribution de l'industrie minière, quatre sur 10 (43%) estiment que l'industrie minière permet de créer des emplois et contribue par conséquent au développement local. Par contre, 18% des enquêtés, soit un sur cinq, estiment le contraire (Figure 1).

Figure 1: Contribution de l'industrie minière à la création d'emplois et au développement local | Sénégal | 2014

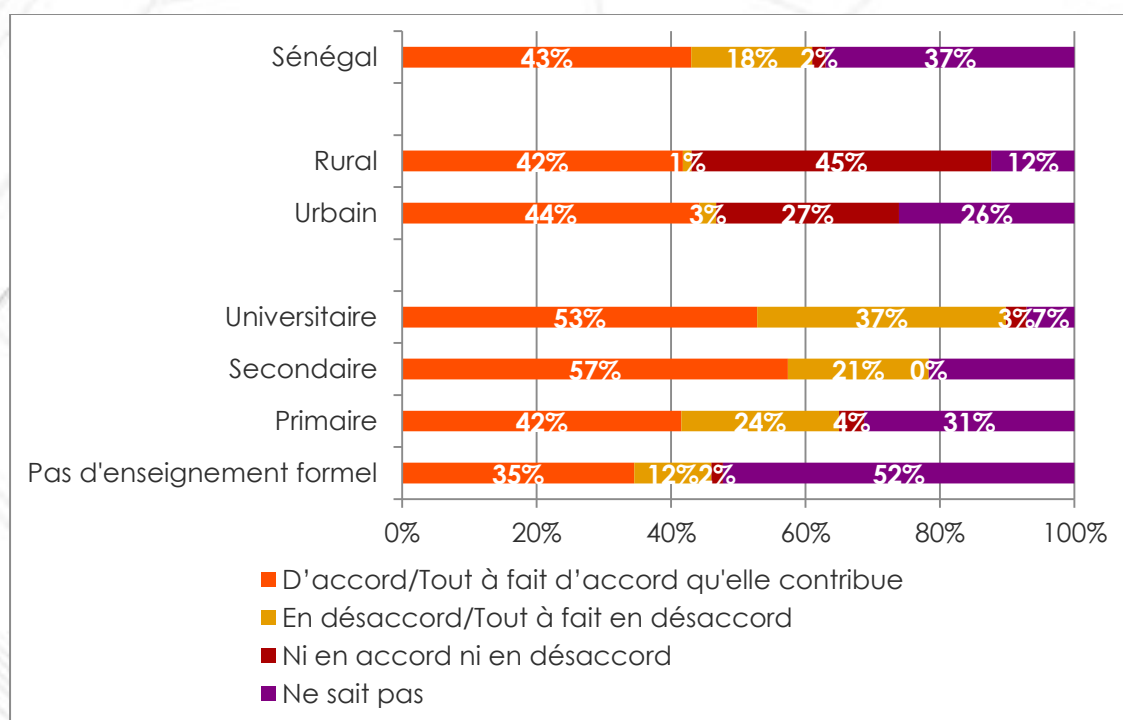


Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'industrie minière au Sénégal contribue à la création d'emplois et au développement local?

Il n'y a pas de différence significative entre le milieu rural et le milieu urbain sur cette question. Les répondants plus instruits sont plus enclins à escompter un impact positif de l'industrie minière sur la création d'emplois et le développement local: 57% des enquêtés de niveau supérieur et 53% de ceux du niveau secondaire contre 42% et 35%, respectivement, de ceux de niveau primaire ou sans instruction formelle (Figure 2).

Au-delà de ces statistiques, il faudrait examiner la contribution du secteur minier au développement local en considérant de privilégier les types d'emplois offerts, l'impact de cette extraction sur l'émergence d'un tissu industriel local, et les externalités négatives induites sur le plan environnemental.

Figure 2: Contribution de l'industrie minière à la création d'emplois et au développement local | par milieu de résidence et niveau d'instruction | Sénégal | 2014

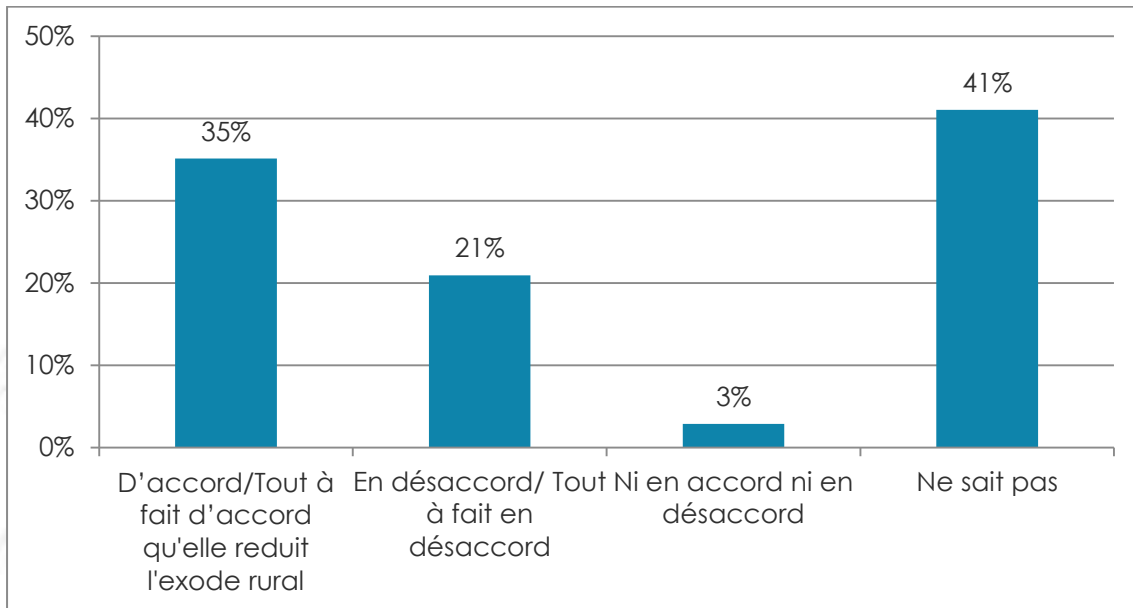


Les questions posées aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'industrie minière au Sénégal contribue à la création d'emplois et au développement local?

Si, au regard de l'opinion des Sénégalais, les activités liées à l'extraction minière serait une source de création d'emploi et du développement local, ceci pourrait avoir sans doute un effet direct sur la réduction de l'exode rural. En effet, environ le tiers (35%) des citoyens soutiennent que l'industrie minière contribue à réduire la propension à migrer vers les villes. A l'inverse, seulement 21% des enquêtés estiment que cette industrie ne freine pas l'exode rural (Figure 3). Si tel était le cas, cela signifierait que les emplois offerts par l'industrie minière ne seraient pas attractifs pour les demandeurs d'emplois locaux.

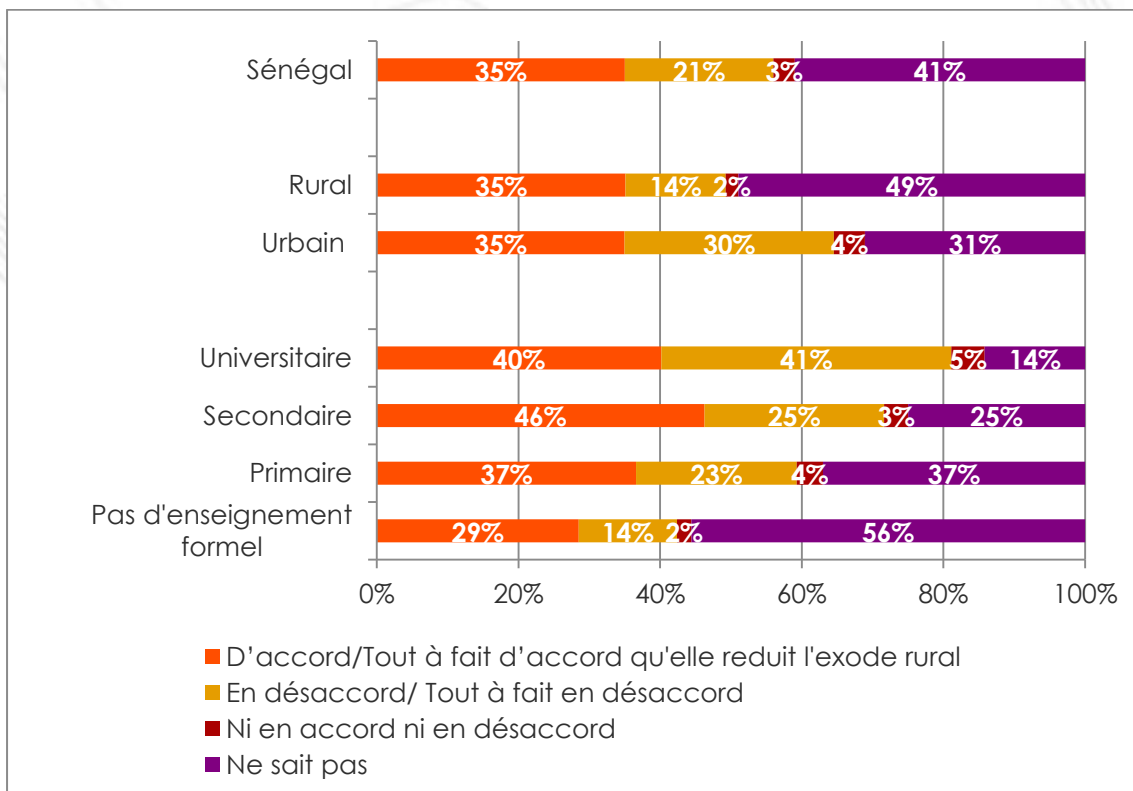
Les résultats indiquent qu'il n'y a pas de différence significative entre le milieu rural et le milieu urbain au sujet de la perception d'une contribution de l'industrie minière à la réduction de l'exode rural. Par contre, plus citoyens sont instruits, plus ils sont enclins à admettre la contribution de l'industrie minière à la réduction de l'exode rural: 40% pour ceux qui ont le niveau universitaire, 46% pour le niveau secondaire, 37% pour le niveau primaire, et 29% pour ceux qui n'ont jamais été à l'école (Figure 4).

Figure 3: Industrie minière et réduction de l'exode rural | Sénégal | 2014



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'industrie minière au Sénégal contribue à réduire l'exode rural?

Figure 4: Industrie minière contribue-t-elle à réduire l'exode rural? | par milieu de résidence et niveau d'instruction | Sénégal | 2014



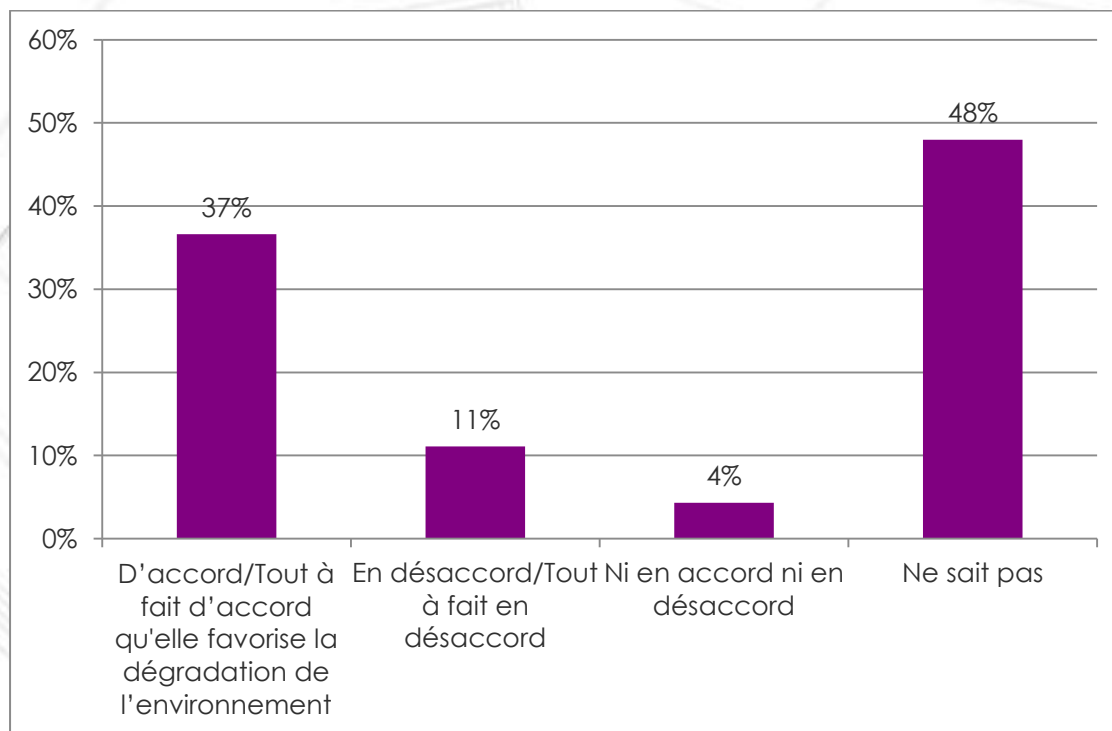
Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'industrie minière au Sénégal contribue à réduire l'exode rural?

Perception des externalités négatives sur l'environnement: Entre prise de conscience et méconnaissance

Une proportion importante d'enquêtés (37%) affirment que l'industrie minière favorise la dégradation de l'environnement – trois fois plus que la proportion qui nie une telle dégradation (11%). Cependant, la moitié (48%) des Sénégalais déclarent ne pas savoir si l'industrie minière contribue à dégrader l'environnement (Figure 5).

Ce sont les plus instruits (66% des enquêtés du niveau universitaire), les plus nantis¹ (45%), et les citadins (46%) qui sont plus enclins à entrevoir un effet dégradant de l'industrie minière sur l'environnement. Par contre, ce sont les moins instruits (67% de ceux qui n'ont pas été scolarisés), les indigents (58%), et les ruraux (58%) qui ne savent pas si l'industrie minière favorise la dégradation de l'environnement (Figure 6).

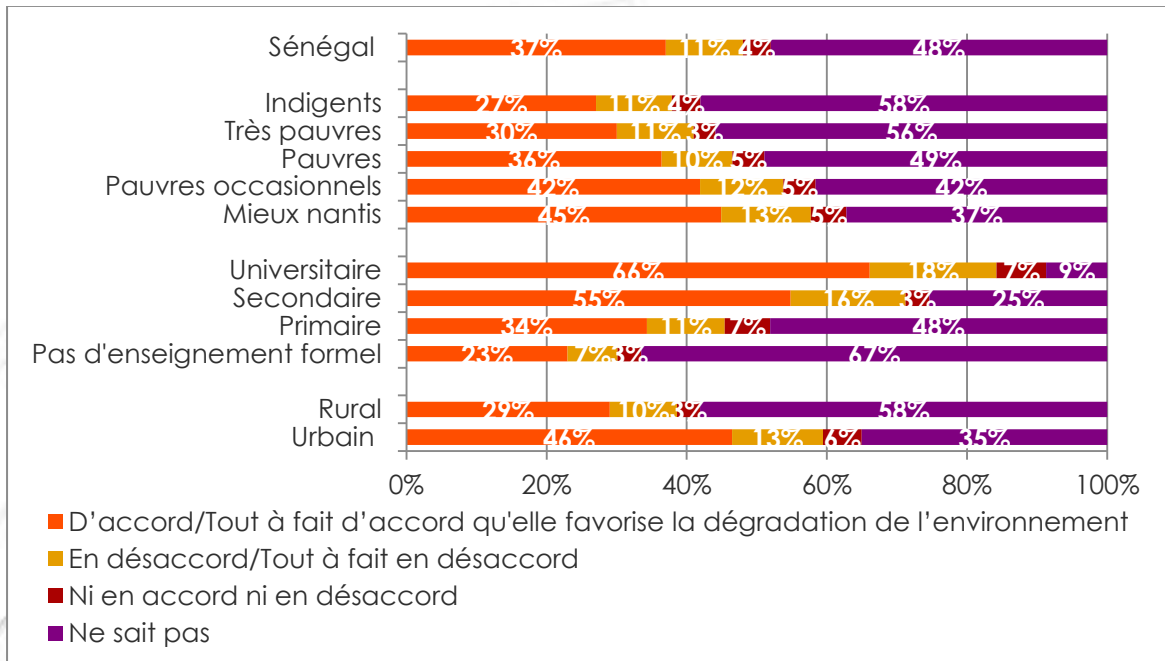
Figure 5: Industrie minière et dégradation de l'environnement | Sénégal | 2014



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'industrie minière au Sénégal favorise la dégradation de l'environnement?

¹ Les données d'Afrobaromètre permettent de calculer un Indice de Pauvreté Vécue basé sur la fréquence à laquelle les répondants ou leurs familles ont vécu des insuffisances des premières nécessités (nourriture, eau potable, médicaments ou soins médicaux, combustible pour la cuisson, argent) pendant l'année précédente. Des catégorisations peuvent être définies comme suit: les mieux nantis, c'est-à-dire ceux qui n'ont jamais eu à faire à un manque; les pauvres occasionnels (qui ont vécu juste une ou deux fois des manques); les pauvres (quelques fois); les très pauvres (plusieurs fois); et les indigents (toujours).

Figure 6: Industrie minière et dégradation de l'environnement | par pauvreté vécue, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Sénégal | 2014

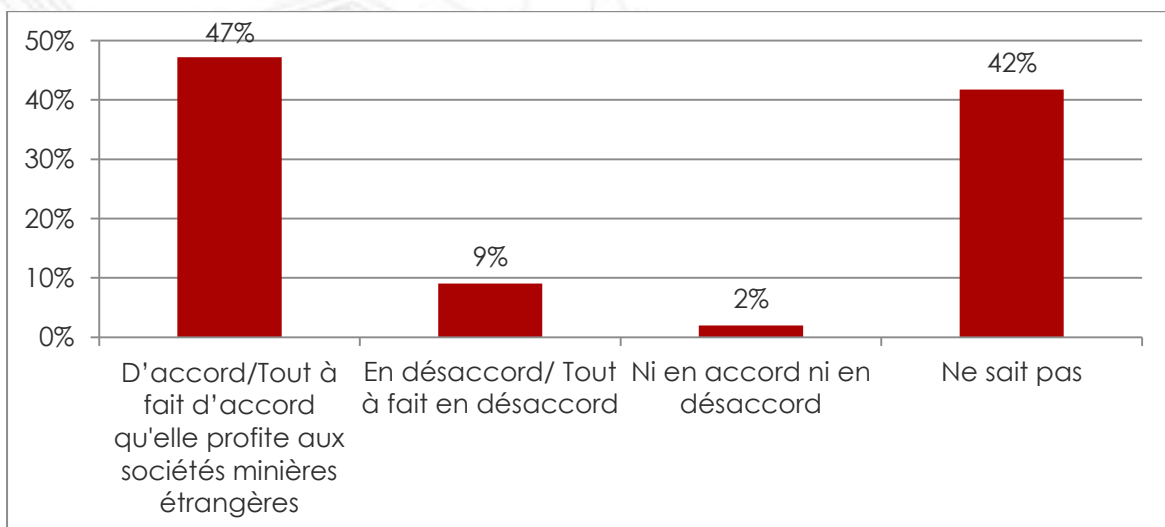


Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'industrie minière au Sénégal favorise la dégradation de l'environnement?

Main basse sur les ressources minières

Les résultats montrent qu'environ un Sénégalais sur deux (47%) pensent que l'extraction minière profite aux sociétés minières étrangères, contre seulement 9% qui pensent le contraire. Cependant, quatre personnes sur 10 (42%) affirment ne pas savoir si cette extraction bénéficie aux sociétés étrangères (Figure 7).

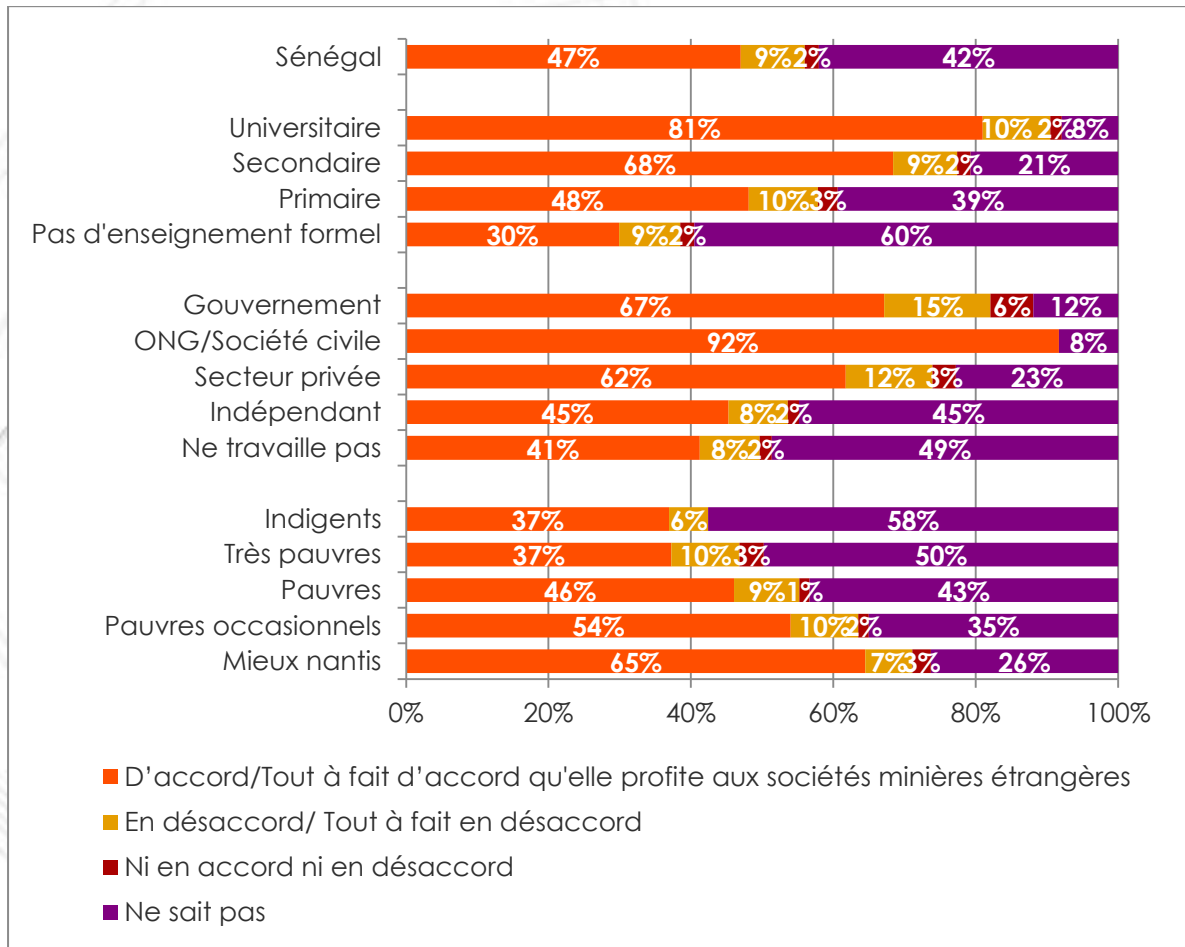
Figure 7: Industrie minière et profit aux sociétés minières étrangères | Sénégal | 2014



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'industrie minière au Sénégal profite aux sociétés minières étrangères?

Ce sont les plus instruits (81% des enquêtés du niveau universitaire), les plus nantis (65%), et les salariés (65% en moyenne) qui sont les plus enclins à soutenir que l'extraction minière profite aux sociétés minières étrangères. A l'inverse, ce sont les moins instruits (60% des enquêtés qui n'ont pas été à l'école), les indigents (58%), et les sans-emplois (49%) qui affirment ne pas savoir si cette extraction minière bénéficie aux sociétés étrangères (Figure 8).

Figure 8: Industrie minière et profit aux sociétés minières étrangères | par niveau d'instruction, secteur d'activité, et pauvreté vécue | Sénégal | 2014

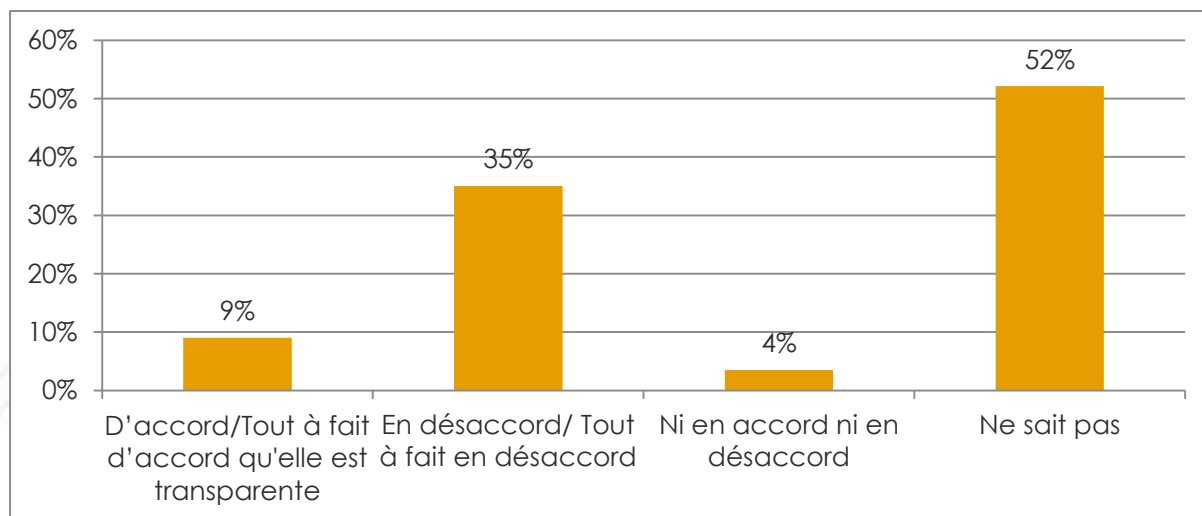


Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'industrie minière au Sénégal profite aux sociétés minières étrangères?

Transparence et utilité pour le pays

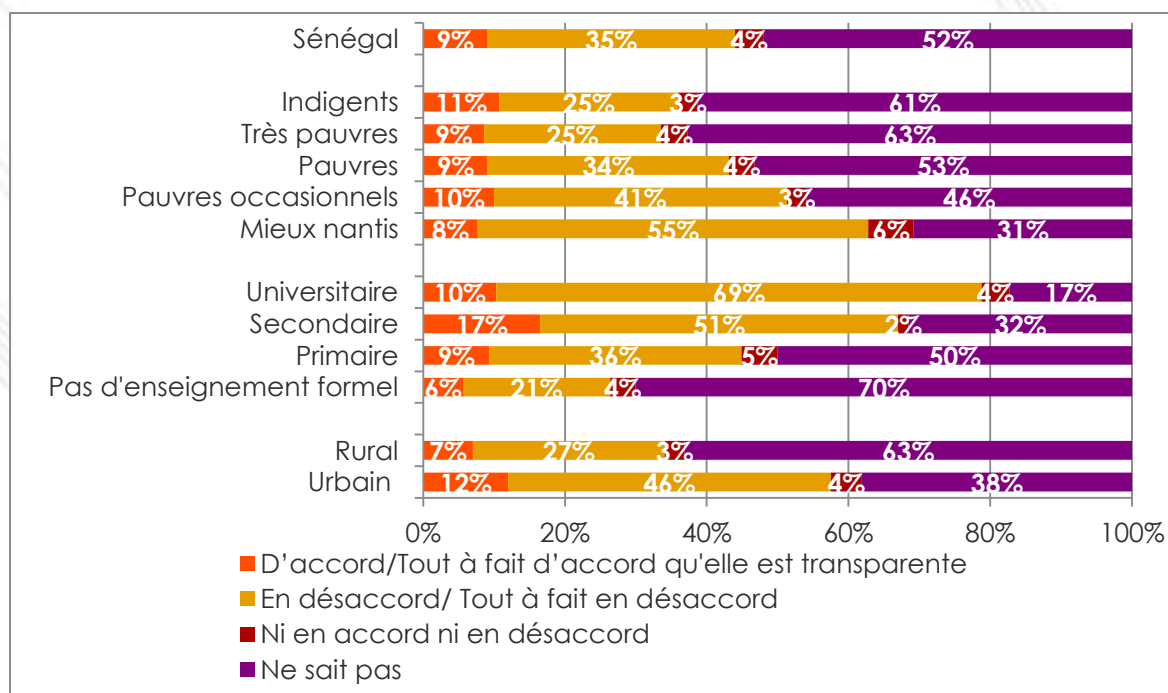
Il ressort des résultats que l'industrie minière et l'exploitation des ressources naturelles se font sous le sceau de l'opacité. En effet, seuls 9% des enquêtés (soit un sur 10) admettent que cette gestion des ressources minières et naturelles s'opère de façon transparente. Le tiers (35%) des enquêtés soutiennent que cette gestion ne s'opère pas de façon transparente. Ce sentiment d'opacité est renforcé par le fait que la moitié des enquêtés (52%) estiment qu'ils ne savent pas si cette gestion est transparente ou non (Figure 9). Cette déclaration d'ignorance est plus fréquente chez les plus pauvres, les moins instruits, et les ruraux (Figure 10).

Figure 9: Transparence de l'industrie minière | Sénégal | 2014



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'exploitation des mines et des ressources naturelles est transparente?

Figure 10: Transparence de l'industrie minière | par pauvreté vécue, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Sénégal | 2014



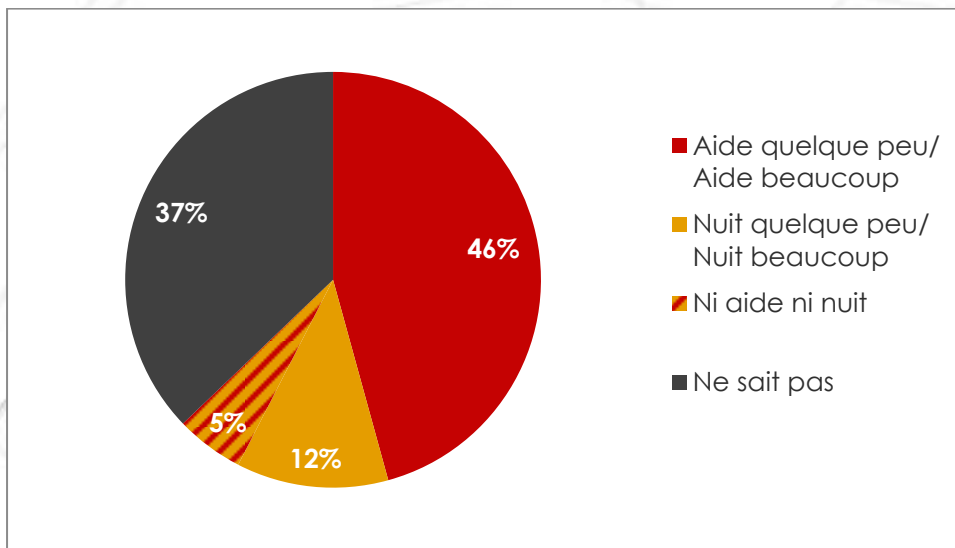
Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'exploitation des mines et des ressources naturelles est transparente?

Un impact globalement positif mais peu perceptible

De façon générale, l'impact de l'industrie minière n'est pas bien perçue au niveau de la population sénégalaise. En effet, un peu moins de la moitié (46%) des personnes entrevoient un impact globalement positif, affirmant que l'industrie minière et l'industrie des ressources naturelles aident « quelque peu » ou « beaucoup » le pays. A l'inverse, 12% des enquêtes

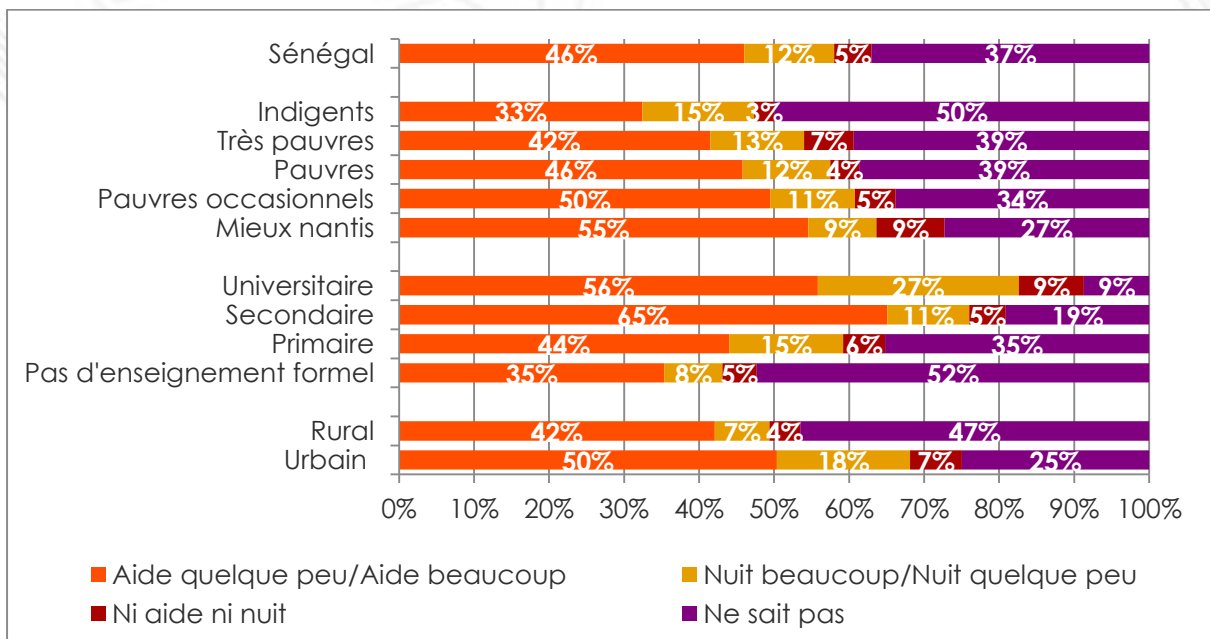
mettent en évidence le caractère pernicieux de ces industries en admettant qu'elles font plus à nuire au pays (« quelque peu » ou « beaucoup ») que pour l'aider. Le tiers (37%) de la population affirment ne pas savoir si l'industrie minière et l'industrie des ressources naturelles ont un impact positif (Figure 11). Ce sont les plus instruits (27% de ceux qui ont atteint un niveau secondaire) qui sont les plus enclins à stigmatiser le caractère pernicieux de ces industries, et les plus pauvres, les moins instruits, et les ruraux qui sont plus enclins à ne pas savoir (Figure 12).

Figure 11: Impact global de l'industrie minière | Sénégal | 2014



Question posée aux répondants: Dans l'ensemble, pensez-vous que l'industrie minière et l'industrie des ressources naturelles au Sénégal fait plus pour aider le pays ou plus à lui nuire?

Figure 11: Impact global de l'industrie minière | par pauvreté vécue, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Sénégal | 2014



Question posée aux répondants: Dans l'ensemble, pensez-vous que l'industrie minière et l'industrie des ressources naturelles au Sénégal fait plus pour aider le pays ou plus à lui nuire?

Conclusion

Dans sa quête d'un développement durable, le Sénégal veut tirer profit de son potentiel minier. Cependant, les résultats de l'enquête récuse globalement les effets bénéfiques de l'industrie minière sur la création des emplois et le développement local, accréditant la thèse d'un « manque d'effets d'entraînement » (Campbell, 2008). A cela s'ajoute l'existence d'externalités environnementales négatives induites par les industries extractives. Par ailleurs, il est apparu que l'industrie minière était, d'une part, entourée d'un halo opaque qui offre peu de place à la transparence et, d'autre part, semblerait plutôt profiter aux sociétés minières étrangères.

Ces résultats mettent en évidence les contraintes qui compromettent la contribution du secteur minier sénégalais au développement durable. Les projets de révision du code minier tout comme la candidature à la Transparence dans les Industries Extractives traduisent un engagement de l'état à assainir un secteur dans lequel les états africains ont été souvent abusés. Cependant, selon certains spécialistes, l'action régalienne à elle seule ne suffit pas: Il serait essentiel d'encourager « une incursion citoyenne » permettant « de favoriser l'ouverture d'un espace où les préoccupations sociales sur la manière de gérer le secteur puissent être entendues » (Belem, 2006).

En résumé, l'alignement des objectifs assignés à l'industrie minière aux objectifs globaux de développement du Sénégal et plus précisément à ceux du Programme Sénégal Emergent nécessiterait une régulation du secteur minier dont la condition première serait la mise en place d'instruments réglementaires permettant au besoin « d'internaliser les externalités » (Chiroleu-Assouline, 2007).

Faites vos propres analyses des données
d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question,
pays, ou période. C'est facile et gratuit au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Pr Mohamadou Sall est chercheur au Carrefour d'Etudes et de Recherches – Actions pour la Démocratie et le Développement (CERADD), Dakar. Email: sallmoham@yahoo.fr.

Pr Babaly Sall est coordonnateur au Carrefour d'Etudes et de Recherches – Actions pour la Démocratie et le Développement (CERADD), Dakar. Email: bbsall@gmail.com.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université de l'État de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Dépêche No. 102, Afrobaromètre | 27 juin 2016